

Compte rendu de la conférence et de la table ronde

Fonds souverain, capital naturel, générations futures — Protéger la nature, construire l'avenir : une « facilité souveraine » au service du bien commun

Cadre : Axe 3 - La facilité souveraine de Madagascar, dans le cadre de Zama 2026 (Passerelles, 10 ans). Dimanche 5 juillet 2026, 14 h 00 - 16 h 00, auditorium de l'Espace Bernanos, Paris. L'après-midi s'ouvrait sur la conférence de James Ranaivoson, ancien cadre dirigeant d'institutions financières internationales et spécialiste de la finance climatique et de la conservation, suivie de la table ronde qui en prolongeait la proposition

Intervenants de la table ronde : Vahinala Raharinirina, ancienne ministre de l'Environnement et du Développement durable, et Yohann Fare, agronome, dirigeant de l'entreprise sociale Kinomé, présents sur scène ; en visioconférence, Nanie Ratsifandrihamanana, directrice de WWF Madagascar et ancienne présidente de la FAPBM, Liva Raharijaona, coordinateur du Plan Biodiversité 30x30 et ancien directeur exécutif de la FAPBM, et Tsito Raharison, spécialiste de l'investissement dans le capital naturel chez Signature Agri Investments. Dimbi Ramonjy, professeur associé à Excelia Business School, avait conçu le déroulé de la table ronde ; retenu à distance puis trahi par la technique, il n'a pas pu intervenir, et James Ranaivoson a assuré la modération au pied levé

Public : les échanges avec la salle ont durci le diagnostic en fin de séance, avec notamment les interventions d'une salariée de l'équipe capital naturel de L'Oréal et de Thierry Rajaona

La conférence : une « facilité souveraine » pour le capital naturel

D'abord se comprendre : capital, dividendes, urgence

1. James Ranaivoson a commencé par le vocabulaire, en assumant le parti pris pédagogique : les spécialistes parlent trop souvent une langue qui échappe au commun des mortels. Le capital naturel, c'est la richesse fournie par la nature : l'eau, les forêts, les océans, les mangroves, la biodiversité, l'air.

2. Les services écosystémiques en sont les intérêts et les dividendes : la nourriture, l'eau potable, la pollinisation, les barrières végétales contre les catastrophes, le stockage du carbone. Madagascar, dont l'endémisme approche les 90 %, est un point chaud prioritaire pour l'humanité ; tout y est sous pression humaine et économique, et tout y est vulnérable au dérèglement du climat.

3. Le déclencheur devrait être le Plan Biodiversité 30x30, déclinaison malgache d'un accord mondial : protéger formellement 30 % des territoires terrestres et marins d'ici 2030. Coût estimé pour Madagascar : entre 600 et 850 millions de dollars sur les cinq prochaines années.

4. Le pays compte aujourd'hui environ 150 aires protégées couvrant 10 à 12 % de son territoire, et la dépense par hectare y est dérisoire : les financements budgétaires domestiques

représentent de l'ordre de 35 dollars pour 100 hectares, contre environ 130 dollars en moyenne en Afrique.

Souverain, fonds, facilité : trois mots pesés

5. Le cœur de la proposition tient dans des distinctions soignées. Être souverain, c'est décider soi-même : des orientations, des priorités et des décisions prises à Madagascar, pilotées et contrôlées par les autorités nationales et non par les bailleurs étrangers. Mais une structure souveraine n'appartient pas à l'État, et sa souveraineté ne justifie aucun accaparement par les politiciens du moment.

6. Un fonds détient et gère du capital déjà mobilisé ; une facilité organise l'accès aux financements, leur déploiement et le contrôle de leur utilisation. C'est ce second modèle que défend le conférencier, et il a fermé d'emblée une porte : sa proposition n'a rien à voir avec le fonds souverain malgache dont on parle dans l'actualité, et n'a aucune intention de lui être rattachée.

7. Sa source d'inspiration vient du Costa Rica : le Fonafifo, né comme un fonds pour les forêts, devenu une agence financière qui collecte les ressources nationales et internationales, administre les paiements vers les communautés et les propriétaires, et sert d'intermédiaire entre l'État, les bailleurs et les bénéficiaires.

8. En trente ans, le pays a inversé sa déforestation, la couverture forestière passant de 25 % à 50 %. La loi garantit à l'institution une autonomie de gestion sur laquelle le pouvoir politique a peu de prise. La réserve de James Ranaivoson porte précisément là-dessus : Madagascar saura-t-il respecter une indépendance de ce type ?

Les communautés d'abord

9. Une partie dense de la conférence était consacrée au cadre juridique communautaire, souvent méconnu de la diaspora. La loi GELOSE (gestion locale sécurisée des ressources naturelles), adoptée en 1996 et récemment renforcée, permet à l'État de transférer la gestion de ressources naturelles à des communautés de base, les COBA ou *vondron'olona ifotony*, groupements volontaires de villageois dotés de la personnalité morale.

10. En leur sein, les dina, conventions communautaires issues des règles coutumières, acquièrent force juridique une fois rédigés, adoptés et homologués par une autorité judiciaire. En milieu marin, les LMMA (aires marines gérées localement) en sont la transposition côtière.

11. Financer les communautés, c'est rémunérer leur gardiennage des services écosystémiques, soutenir leur développement économique et couvrir leurs besoins de base ; sans cela, aucune mesure de protection ne produira les résultats attendus.

Financer les Communautés

- ❑ Les ruraux, les pêcheurs et la nature **source de vie, droits d'accès, aires protégées, adaptation au changement climatique et atténuation**
- ❑ Le partage impératif des rôles entre l'Etat et les communautés **délégation et souveraineté, COBA, Dina, loi GELOSE, l'approche LMMA**
 - Rémunérer leur "gardiennage" des services écosystémiques qui profitent à des tiers **qualité de l'eau, fertilité de sols, maintenance des barrières écologiques (forêts, mangroves, bassins versants, côtes, récifs coralliens...)**
 - Supporter leur développement économique **soutiens pour les intrants, les infrastructures & les outils de production, les accès aux marchés**
 - Formaliser leur statut **droit à la propriété, protection sociale, formation**
 - Fournir leurs besoins de base puis améliorer leur qualité de vie **eau, énergie, éducation, santé, infrastructures de mobilité**



« Financer les communautés » : COBA, dina, loi GELOSE, LMMA (support de conférence, James Ranaivoson, 5 juillet 2026)

Où trouver l'argent

12. Le tour d'horizon des ressources était sans illusion sur le contexte : les pays riches se réarment, les budgets d'aide fondent, et la suppression de l'USAID, qui fournissait une part majeure de l'aide au développement, a laissé un vide.

13. Le Fonds vert pour le climat, seule grande institution multilatérale dont le budget n'a pas été réduit, devient selon le conférencier le dernier recours ; Madagascar en a déjà reçu environ 200 millions de dollars, trop souvent intermédiés par des organismes des Nations unies plutôt que pilotés selon les priorités malgaches.

14. Restent à construire les sources sous contrôle souverain : les paiements pour services écosystémiques, à exiger des entreprises qui abîment l'environnement, pour rémunérer paysans et pêcheurs ; les échanges dette-nature, aujourd'hui hors de portée car la gestion budgétaire du pays n'inspire pas confiance à la Banque mondiale.

15. S'y ajoutent les obligations vertes, au même point mort pour la même raison de gouvernance ; les crédits carbone, au potentiel énorme ; et les terres que l'État détient, loue et concède sans que personne ne sache où va l'argent.

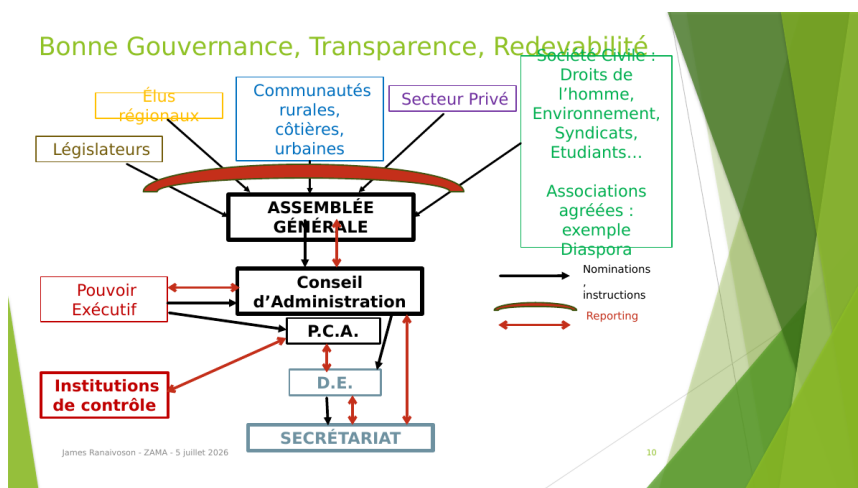
Les Ressources Financières

- Mobiliser plus de dotations multilatérales et bilatérales avec les partenaires habituels et en cherchant de nouveaux **GEF, Banque Mondiale, BAD, organismes ONU, KfW, AFD, GEF, BII, JICA, autres Europe?, Moyen-Orient?, Asie?, Canada?**
- Mobiliser plus de dotations et d'investissements du secteur privé international **Fondation Hempel, fondations américaines et européennes?**
- Multiplier les dotations et les investissements provenant du GCF (Fonds Vert pour le Climat) **readiness, adaptation, AT, co-investissements, blended finance**
- Créer ou renforcer des sources de financement sous contrôle souverain **PSEs, échanges de dettes internationales vs. financement environnement-climat, émissions d'obligations vertes (Green Bonds), revenus sur crédits carbone, revenus sur les domaines de l'Etat en leasing**
- Gérer de façon optimale et selon les standards internationaux les revenus générés par les interventions de la Facilité **dividendes sur prises de participation, intérêts sur prêts, commissions sur**

« Les ressources financières » : dotations, Fonds vert, sources sous contrôle souverain (support de conférence, 5 juillet 2026)

16. La gouvernance proposée découle du diagnostic : au-dessus de la structure, une instance représentant toutes les parties prenantes fixerait les priorités, du couloir forestier de l'Est aux forêts sèches du Sud, et un conseil d'administration les traduirait en allocations. Une gouvernance démocratique, que le conférencier verrait volontiers protégée par la Constitution.

Bonne Gouvernance, Transparence, Redevabilité



« Bonne gouvernance, transparence, redevabilité » : assemblée générale des parties prenantes, dont la diaspora (support de conférence, 5 juillet 2026)

La table ronde : tester la proposition contre le réel

Vahinala Raharinirina : un gâteau avec deux œufs

17. Interrogée sur la conciliation entre écologie et politique, l'ancienne ministre a d'abord balayé la question de la volonté : Madagascar n'a pas le choix. Le pays a ratifié les conventions internationales et abrite 5 % de la biodiversité mondiale sur 0,4 % des terres émergées : « 5 des 30 %, c'est chez nous ».

18. Sa population dépend directement de la nature pour se nourrir, se soigner et cuisiner, et le pays est l'un des plus vulnérables au changement climatique. Restait à raconter le réel du pouvoir :

19. *On me demande de faire un gâteau et en fait, il y a juste deux œufs sur la table. Mon ministère hérite de 0,98 % du budget général de l'État, même pas 1 %. Et je regarde les bilans de mes prédécesseurs : un taux d'exécution de 19 %.*

— Vahinala Raharinirina

20. Dix-neuf pour cent d'exécution sur ressources internes, 8 % sur financements extérieurs : le paradoxe d'un secteur riche en financements disponibles et incapable de les décaisser. Sa réponse fut la coordination : une plateforme de coordination stratégique du secteur environnement, réunissant l'État, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé et les communautés de base.

21. Avec une conviction contre-intuitive au passage : les meilleurs taux de réussite en reboisement sont ceux du secteur privé, parce qu'il y engage son propre argent et suit ses investissements.

22. Son modèle avoué est le Rwanda, « le rêve de tous les ministres de l'environnement africains » : une ministre dotée de 10 % du budget général de l'État, une coordination transversale où tout financement environnemental atterrit chez elle avant d'être réparti, et une armée de consultants privés pour optimiser chaque dollar.

23. À l'opposé, Madagascar pratique le yo-yo institutionnel : elle a fait baisser la TVA sur le gaz butane pour freiner la consommation de charbon de bois, son successeur l'a remontée, sous le même président et le même Premier ministre. D'où son soutien à l'idée d'inscrire la politique environnementale dans la Constitution. Et pour donner la mesure de l'urgence :

24. *À la sortie de la colonisation, nous étions 8 millions d'habitants et à peu près 30 millions d'hectares de forêts. Aujourd'hui : 30 millions de Malgaches, 8 millions d'hectares de forêts. Si ce rythme continue, en 2050 on importera du charbon, on n'aura plus de forêts.*

— Vahinala Raharinirina

25. Le think tank malgache INDRI estime même que la crise de la cuisson pourrait survenir d'ici une dizaine d'années : 95 % des Malgaches cuisinent encore au charbon de bois ou au bois, et les massifs forestiers énergétiques ont disparu.

Liva Raharijaona : le plan 30x30, conçu par les Malgaches

26. Ancien de la diaspora à double titre, douze ans à Paris puis treize en Belgique avant un retour définitif en 2020, Liva Raharijaona a présenté le Plan Biodiversité 30x30 dont il coordonne la mise en œuvre.

27. Il a insisté sur un point de méthode qui répond directement à l'exigence de souveraineté de la conférence : le plan a été conçu par les parties prenantes malgaches, ONG, ministères et communautés, sans les bailleurs de fonds, qui sont ensuite invités à se mettre à son service.

28. Quatre piliers le structurent : faire des communautés des actrices de la protection et non de simples bénéficiaires ; protéger 18 millions d'hectares terrestres, déjà cartographiés lors d'ateliers récents ; protéger les zones marines prioritaires, du nord à toute la côte ouest ; et mobiliser entre 150 et 220 millions de dollars par an pendant cinq à six ans.

29. Sur le financement, il partage le constat du recul de l'argent public et mise notamment sur les crédits carbone : un grand projet de protection de l'ensemble des forêts humides malgaches est en préparation et pourrait, s'il aboutit d'ici un an ou deux, rapporter de l'ordre de 100 millions de dollars de revenus par an.

30. Son message à la diaspora était sans détour : l'urgence n'est pas une métaphore, la fenêtre pour protéger ce qui reste est de cinq à dix ans, et protéger coûte cher mais ne pas protéger coûtera bien plus cher encore. Il a laissé son contact à la salle, à disposition de quiconque, particulier ou entreprise, veut contribuer.

Yohann Fare : le point de bascule économique

31. Le dirigeant de Kinomé, entreprise de l'économie sociale et solidaire fondée il y a vingt ans par Nicolas Métro, a posé la conviction qui guide son travail :

32. *Sans impact social, il n'y a pas d'impact environnemental. Savez-vous quand la première aire protégée malgache a été créée ? En 1927. Cela fait un siècle que ces sujets sont traités, et la mise sous cloche ne suffit pas à protéger la nature.*

— Yohann Fare

33. Il en a fait la démonstration par son propre parcours : jeune agronome sur un projet censé faire livrer du maïs par de petits producteurs à une entreprise locale, il a vu presque personne ne livrer, tout simplement parce que le prix proposé ne déplaçait pas leur intérêt par rapport au marché local. Toute sa carrière tient dans la recherche de ce point de bascule.

34. Le projet qu'il a mené autour de quatre aires protégées, financé par l'AFD sous le ministère de Vahinala Raharinirina, structurait des filières de vanille et de cacao dont un pourcentage des bénéfices allait à la protection de la nature ; il a fonctionné, mais seulement le temps de la subvention.

35. D'où le passage à l'échelle : le fonds Mitsiry (Mitsiry Biodiversity and Climate Fund), co-créé par le fonds d'impact malgache Miarakap et Kinomé avec l'accompagnement de WWF, doit être lancé d'ici la fin de l'année avec 50 millions de dollars, 70 % de dette et 30 % de capital.

36. Objectif : investir dans des entreprises malgaches et mozambicaines capables de prouver que doubler leurs achats de cacao ou de vanille agroforestiers double aussi leurs impacts environnementaux et sociaux.

37. Il a versé au débat deux chiffres qui recadrent la discussion : sur environ 40 millions d'hectares de terres agricoles malgaches, 10 % seulement sont cultivés en culture annuelle, le reste étant savanes et friches ; et depuis l'indépendance, la population a été multipliée par six quand la production agricole n'a été multipliée que par trois.

38. Résultat : 400 000 tonnes de riz importées en 2024. Soit le pays continue d'importer toujours plus, soit il investit massivement dans son agriculture, et une plateforme de financement comme celle proposée peut y contribuer.

Tsito Raharison : ce que regardent les investisseurs

39. Depuis les Pays-Bas, le spécialiste de l'investissement a décrit le paysage du capital institutionnel : les fonds de pension et d'assurance allouent aujourd'hui environ 200 milliards de dollars au capital naturel comme classe d'actifs, fermes, forêts et projets de restauration, mais presque rien en Afrique. C'est le cadre dans lequel Madagascar doit apprendre à mobiliser.

40. Première leçon de sa pratique chez Signature Agri Investments, qui gère environ 150 millions de dollars provenant de fonds de pension africains : les investisseurs institutionnels exigent du capital local engagé en premier, le « skin in the game », ce que des acteurs malgaches, banques et institutions locales, pourraient apporter à hauteur de 10 ou 20 millions de dollars pour amorcer des projets.

41. Seconde leçon : la finance mixte (blended finance) sert précisément à dérisquer les projets encore trop risqués pour les investisseurs commerciaux, et sa société y travaille avec le Fonds vert pour le climat. La performance d'un investissement dans cette classe d'actifs, a-t-il souligné, n'est plus seulement financière : elle se mesure aussi en impact sur la biodiversité et les communautés.

42. Nanie Ratsifandrihamanana, malmenée toute la séance par sa connexion, a pu esquisser l'approche de WWF Madagascar : une logique de paysages qui dépasse la seule protection, quatre piliers allant du renforcement des acteurs locaux à la mobilisation de financements durables, dont une première obligation durable montée avec une banque de la place, et une insistance sur la connectivité entre aires protégées, condition de la résilience des écosystèmes face au changement climatique.

Le débat : exécution, gouvernance, diaspora

43. La discussion avec la salle a durci le diagnostic. Sur l'accès aux financements climatiques d'abord : l'Afrique s'est longtemps plainte de ne recevoir qu'une part infime des flux du Fonds vert, environ 3 % avant 2022 selon l'ancienne ministre. Mais le vrai problème, à ses yeux, n'est pas qu'on refuse de l'argent à Madagascar :

***44.** La vraie difficulté, c'est qu'on n'est pas en capacité de mettre sur la table des projets bancables. Sur le projet que citait Yohann, on a restitué 800 000*

euros à l'AFD parce qu'on n'était pas en capacité de tout exécuter. Il faut qu'on traite cette question de notre capacité à exécuter.

— Vahinala Raharinirina

45. Une salariée de l'équipe capital naturel de L'Oréal, groupe qui absorbe 70 % des exportations malgaches de centella, a confirmé depuis l'autre bout de la chaîne : les premiers freins au déploiement du capital privé sont la gouvernance foncière et l'opacité des due diligences.

46. Elle a cité aussi la transparence des revenus censés revenir aux communautés, avec des puits construits dans des zones asséchées, des écoles sans enseignants, des centres de santé sans médecin, des foyers de cuisson améliorés revendus au marché noir, et l'absence d'indicateurs de suivi fiables de la biodiversité.

47. James Ranaivoson a ajouté le maillon des compétences : le pays forme quelque 300 ingénieurs agronomes par an, mais les meilleurs refusent des postes isolés et mal payés en brousse, et l'on ne sait même pas où va la majorité des diplômés.

48. Les questions institutionnelles de la salle, inscrire un code de l'environnement et un plancher budgétaire dans la Constitution, créer une autorité administrative indépendante, ont reçu de l'ancienne ministre une réponse d'expérience : le projet de code de l'environnement dort dans les tiroirs depuis une dizaine d'années.

49. Madagascar est « champion du monde pour monter des structures » célébrées à leur création puis vidées par la politisation. L'Office national de l'environnement, créé en 1990 avant même le sommet de Rio et félicité mondialement, en est l'exemple. Plutôt que d'éparpiller, il faut redonner leur indépendance aux institutions existantes.

50. Restait la diaspora. Sa capacité de mobilisation est estimée à environ 600 millions de dollars par an par les enquêtes du programme TADY, mais cet argent part en aides familiales individuelles et non structurées : « notre problème du collectif se retrouve aussi chez la diaspora ».

51. Une participante a pointé l'absence de tout mécanisme sécurisé permettant de capter cette épargne vers l'économie productive ; l'idée d'une banque de la diaspora, évoquée depuis les débuts de Zama, attend toujours son véhicule.

52. Enfin Thierry Rajaona, depuis la salle, a proposé une alternative à la création d'une structure nouvelle : élargir le mandat de la FAPBM, réussite reconnue à l'échelle africaine qu'il est fier d'avoir contribué à créer.

53. Réponse du conférencier : la FAPBM est tenue par la mission que lui fixent ses donateurs, qui ont mis dix ans à lui faire confiance et la rappelleraient à l'ordre si elle s'aventurait au-delà. C'est précisément pour cela qu'il faut une facilité souveraine, maîtrisée par les Malgaches. Et de conclure en écho à la table ronde du matin :

54. *Il nous manque quelque chose à Madagascar, et ce quelque chose, c'est nous-mêmes qui l'avons.*

— James Ranaivoson

Conclusion

55. La séance aura affiché une convergence rare sur le diagnostic : le capital naturel est le véritable actif stratégique de Madagascar, son financement actuel est dispersé, sous-dimensionné et dépendant de bailleurs dont les priorités s'imposent au pays, et l'urgence se compte en années, pas en décennies.

56. La proposition d'une facilité souveraine n'a rencontré aucune opposition de principe ; les débats ont porté sur sa gouvernance, sur l'articulation avec l'existant, FAPBM et Plan Biodiversité 30x30 en tête, et sur les deux goulots d'étranglement que la structure ne résoudra pas à elle seule : la stabilité des règles et la capacité d'exécution, humaine avant d'être financière.

57. Pour la diaspora, la séance dessinait des rôles concrets : investir dans les véhicules qui émergent, du fonds Mitsiry aux futurs instruments souverains ; apporter les compétences d'exécution qui manquent cruellement sur le terrain ; et transformer une générosité familiale bien réelle, mais atomisée, en capital collectif.

58. La journée avait commencé, le matin, sur le constat que Madagascar est « assez riche pour les élites » ; elle s'acheminait vers sa fin sur l'idée que la richesse naturelle du pays ne sera protégée que si les Malgaches, de l'intérieur comme de la diaspora, s'en donnent collectivement les moyens.

Note méthodologique

59. Ce compte rendu a été établi à partir de l'enregistrement vidéo de la session (dimanche 5 juillet 2026, après-midi), des supports projetés en séance (« Protéger la Nature, Construire l'Avenir », James Ranaivoson ; « Plan Biodiversité 30x30 Madagascar », Liva Raharijaona) et du programme détaillé de ZAMA 2026 pour les noms et fonctions.

60. Les citations entre guillemets ont été vérifiées mot à mot sur l'enregistrement. Les chiffres sont rapportés tels qu'énoncés par les intervenants et n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante, à deux exceptions près : le nom complet du fonds Mitsiry (Mitsiry Biodiversity and Climate Fund, Miarakap-Kinomé-WWF) a été confirmé par les sources publiques du fonds, et le montant restitué à l'AFD correspond à la vérification audio (800 000 euros).

61. L'intervention de Nanie Ratsifandrihamanana a souffert de coupures de connexion ; elle n'est restituée que dans ses grandes lignes et gagnerait à être complétée par l'intéressée. Les paragraphes sont numérotés en continu, citations comprises, pour faciliter les renvois et les relectures.